



INSTITUTION ADOUR

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 29 janvier 2025
(Convocation du 22 janvier 2025)

Aujourd'hui, le 29 janvier 2025 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	54
• Voix	323
Présents	
• Nombre	27
• Voix	161
Pouvoirs	
• Nombre	5
• Voix	57
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	32
• Voix	218
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. Thierry Carrère, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel, M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Jean-Yves Arrestat, M. Francis Betbeder, M. Philippe Castets, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Jean-Marc Lescoute, M. Patrick Maunas, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, M. Jean Arriubergé, M. Gérard Castet, M. Julien Dubois
- Pour les communautés de communes membres : M. Laurent Nolibois

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Fabienne Costedoat-Diu, Mme Véronique Thirault, M. René Castets, M. Francis Dupouey, M. Bernard Pouban, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna, M. Philippe Baron, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Brethes, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Didier Gaugeacq, M. Philippe Labache, M. Pierre Lajus, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Marc Mabillet, M. Christophe Pugnetti,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Christian Ducos

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Commande publique - Risques fluviaux - Réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité du bâti - convention de groupement de commandes

Exposé des motifs :

Par convention en date du 5 février 2019, la communauté d'agglomération Pays Basque et l'Institution Adour ont collaboré pour l'élaboration du volet fluvial de la stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI) du territoire à risque important inondation (TRI) côtier basque. Des conventions ont également été établies entre l'Institution Adour et les communautés de communes Maremne Adour Côte-Sud, du pays d'Orthe et Arrigans et du Seignanx pour la participation de l'EPTB à l'élaboration de cette SLGRI.

Ce travail a été sanctionné par l'approbation de la SLGRI par arrêté interpréfectoral en date du 20 juillet 2020.

Dès lors, les quatre EPCI-FP concernés (communauté d'agglomération Pays Basque, communauté de communes du pays d'Orthe et Arrigans, communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud et communauté de communes du Seignanx) ainsi que le syndicat mixte du bas Adour maritime gémapien ont sollicité l'EPTB pour le portage d'un programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) sur le périmètre de l'Adour aval qui constituerait la suite opérationnelle du travail entrepris jusqu'alors.

Le programme d'études préalable (PEP) au PAPI a ainsi été élaboré par l'ETPB en concertation avec l'ensemble des acteurs du territoire et déposé auprès des services instructeurs au cours de l'automne 2024.

Par délibération n°2024_CS_20 en date du 17 juillet 2024, le comité syndical de l'EPTB a délibéré favorablement sur le principe du portage et de la mise en œuvre par l'Institution Adour du programme d'études préalables à un programme d'actions de prévention des inondations sur l'Adour aval.

Ce programme, ainsi que la convention de mise en œuvre qui l'accompagne, prévoit, pour ce qui relève des actions de réduction de vulnérabilité des bâtis aux inondations, deux maîtrises d'ouvrages selon la localisation géographique des biens : l'Institution Adour assure la réalisation des actions sur le territoire landais pour le compte des EPCI-FP et la communauté d'agglomération Pays Basque en assure la maîtrise d'ouvrage sur son territoire de compétence.

En vue de garantir une homogénéité de prestation et de service à l'échelle du PAPI, il est proposé d'établir un groupement de commandes entre l'Institution Adour et la communauté d'agglomération Pays Basque afin de sélectionner un prestataire commun pour la réalisation des diagnostics de réduction de vulnérabilité.

Vu la délibération n°2024_CS_20 en date du 17 juillet 2024 de l'EPTB approuvant le programme d'études préalable au programme d'actions de prévention des inondations Adour aval et s'engageant à conduire une partie de ses actions,

Vu la délibération n°OJ n°050 en date du 22 octobre 2024 de la communauté d'agglomération Pays Basque approuvant le programme d'études préalable au programme d'actions de prévention des inondations Adour aval et s'engageant à conduire une partie de ses actions,

Considérant la validation du projet de programme d'études préalable par le comité de pilotage lors de sa réunion en date du 3 juillet 2024,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE



Article 1

- de créer un groupement de commandes avec la communauté d'agglomération Pays Basque pour la réalisation des diagnostics de réduction de vulnérabilité du bâti dans cadre du PAPI Adour aval,
- d'approuver les termes de la convention de groupement de commandes telle que jointe en annexe dans laquelle l'Institution Adour constitue le coordonnateur et est en charge de conduire la procédure de commande publique, sous la compétence de la commission d'appel d'offre de l'EPTB,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 29 janvier 2025 à Mont-de-Marsan,

Le Président,
Paul CARRÈRE

Envoyé en préfecture le 31/01/2025

Reçu en préfecture le 31/01/2025

Publié le

ID : 040-254002264-20250129-250129H2163H1-DE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION
—
HIRIGUNE
ELKARGOA
—
COMUNAUTAT
D'AGLOMERACION

CONVENTION

Convention constitutive d'un groupement de commandes pour la
réalisation des diagnostics de vulnérabilité dans le cadre du programme
d'études préalable au PAPI Adour aval

**Entre :**

Le syndicat mixte ouvert à la carte, **Institution Adour**, établissement public territorial de bassin, domicilié au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex, représenté par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° xxx en date du xxx,

ci-après dénommée : **l'EPTB ou le coordonnateur**

Et :

La communauté d'agglomération Pays Basque, domiciliée au 15 avenue du Maréchal Foch - 64185 Bayonne, représentée par son président, Jean-René Etchegaray, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° xxx en date du xxx,

ci-après dénommée : la **CAPB**

Préambule

Dans le cadre d'un travail de concertation mené par l'EPTB avec les EPCI-FP du territoire, le syndicat mixte du bas Adour maritime (SMBAM) le département des Pyrénées-Atlantiques et le département des Landes, l'organisation partenariale nécessaire à l'élaboration du PAPI Adour aval a été établie.

Ce travail a abouti au dépôt dossier de candidature du programme d'études préalables au PAPI Adour aval auprès des services de l'Etat le 29 octobre 2024.

Les modalités d'animation du programme d'études préalable sur la période 2025 - 2027 reposent sur la convention de partenariat pour l'animation et la mise en œuvre du programme d'études préalable à un programme d'actions de prévention des inondations à l'échelle du sous bassin de l'Adour aval, qui précise notamment le périmètre géographique du projet, les engagements techniques et financiers de chaque partie ainsi que les instances de pilotage et de suivi de la démarche

Afin de permettre une mutualisation des actions pertinentes à l'échelle du territoire, l'EPTB a été identifié, par le biais de la convention de partenariat pour l'animation et la mise en œuvre du programme d'études préalable au PAPI Adour aval, comme maître d'ouvrage, agissant pour le compte des EPCI-FP et/ou du syndicat en charge de la GEMAPI. Cette mutualisation vise à rationaliser et optimiser les démarches (par exemple : demandes de subventions, économies d'échelle, etc.).

Pour ce qui relève spécifiquement des actions de réduction de la vulnérabilité des bâtiments (axe 5 des PAPI), au regard de la gouvernance propre à ce territoire, les niveaux de mutualisation des actions ont été les suivants :

- L'Institution Adour conduit ces actions sur les communes landaises du territoire du PAPI pour le compte des EPCI-FP concernés ;
- La CAPB (communauté d'agglomération Pays Basque) les mène sur les communes basques.

Pour garantir la cohérence et l'homogénéité des actions de réduction de la vulnérabilité sur l'ensemble du territoire du PAPI Adour aval, il a été décidé de mettre en place un groupement de commandes pour la réalisation des diagnostics de vulnérabilité.

La présente convention vise à définir les rôles des membres du groupement de commandes et à préciser les modalités de fonctionnement de ce groupement pour la mise en œuvre et la pérennisation des actions de réduction de la vulnérabilité durant de la phase d'animation du programme d'études préalable au PAPI Adour aval.





Vu le code des collectivités territoriales,

Vu le code de la commande publique,

Vu la délibération n° XXX en date du XXX du conseil permanent de la communauté d'agglomération Pays Basque approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Vu la délibération n° XXX en date du XXX de l'Institution Adour approuvant les termes de la présente convention et autorisant son président à la signer,

Vu la délibération n° 2024_CS_20 en date du 17 juillet 2024 de l'EPTB approuvant le programme d'études préalable au programme d'actions de prévention des inondations Adour aval et s'engageant à conduire une partie de ses actions,

Vu la délibération n° OJ n° 050 en date du 22 octobre 2024 de la communauté d'agglomération Pays Basque approuvant le programme d'études préalable au programme d'actions de prévention des inondations Adour aval et s'engageant à conduire une partie de ses actions,

Considérant la validation du projet de programme d'études préalable par le comité de pilotage lors de sa réunion en date du 3 juillet 2024,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Article 1. Objet du groupement

Les membres désignés ci-dessus décident de créer, sur le fondement de l'article L.2113-6 du code de la commande publique un groupement de commande pour la réalisation de diagnostics de vulnérabilité sur des biens à usage d'habitation, des établissements publics et des biens d'activités professionnelles d'entreprises de moins de 20 salariés, à l'échelle du périmètre du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) Adour aval.

La technique d'achat sera un accord cadre à bons de commande.

La consultation sera décomposée en 4 lots :

- Lot 1 : réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité au risque inondation (habitations, bâtiments publics, bâtiments d'entreprise) sur les communes landaises du PAPI Adour aval (sous maîtrise d'ouvrage de l'EPTB) ;
- Lot 2 : réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité au risque inondation (habitations, bâtiments publics, bâtiments d'entreprise) sur les communes basques du PAPI Adour aval (sous maîtrise d'ouvrage de la CAPB) ;
- Lot 3 : réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité au risque inondation (habitations, bâtiments publics, bâtiments d'entreprise) sur le territoire du PAPI gave d'Oloron (sous maîtrise d'ouvrage de l'EPTB) ;
- Lot 4 : réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité au risque inondation (habitations, bâtiments publics, bâtiments d'entreprise) sur le territoire du PAPI de l'agglomération dacquoise (sous maîtrise d'ouvrage de l'EPTB) ;

La présente convention a pour objet de définir les modalités de fonctionnement du groupement de commandes constitué entre l'EPTB et la CAPB en ce qui concerne :

- la coordination et la passation d'un marché public visant la réalisation de diagnostics de vulnérabilité sur les biens à usage d'habitation, les établissements publics et les biens d'activités professionnelles d'entreprises de moins de 20 salariés, à l'échelle du périmètre du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) Adour aval ;
- l'analyse des candidatures et des offres, ainsi que la sélection du candidat retenu ;
- l'exécution de l'accord cadre.





Article 2. Durée et prise d'effet du groupement

Le groupement est juridiquement créé à la date où la présente convention constitutive devient exécutoire, c'est-à-dire dès sa transmission au service chargé du contrôle de légalité et l'accomplissement des formalités de publicité requises par le droit commun. Il prendra fin à l'échéance de l'accord cadre.

Dans le cas où la procédure de consultation aboutirait à une infructuosité, l'intérêt du groupement de commande pourra être remis en cause et aboutir à la dissolution du groupement.

Ce groupement revêt donc un caractère ponctuel.

Article 3. Désignation du coordonnateur

Du fait de sa fonction d'animateur du PAPI et au regard du volume attendu en matière de diagnostics sur les territoires relevant de la maîtrise d'ouvrage de l'EPTB, celui-ci est désigné comme coordonnateur du groupement de commandes.

Si les membres du groupement décidaient de désigner un autre coordonnateur en cours de marché, un avenant à la présente convention serait passé dans les mêmes formes pour acter cette modification.

Article 4. Répartition des missions entre coordonnateur et membres du groupement

Selon l'article L.2113-7 du code de la commande publique, la convention constitutive du groupement de commande, définissant les règles de fonctionnement du groupement, peut confier à l'un ou plusieurs de ses membres la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution du marché au nom et pour le compte des autres membres.

Dans le cas présent, le coordonnateur sera chargé de mener toute la procédure de passation (jusqu'à l'attribution de l'accord cadre) et chaque membre du groupement sera responsable de l'exécution selon la maîtrise d'ouvrage définie par lot.

Article 5. Missions du coordonnateur

Le coordonnateur assurera les missions suivantes :

- définition des prestations,
- recensement des besoins,
- choix de la procédure,
- rédaction des cahiers des charges et constitution du dossier de consultation,

A noter ici : une fois finalisé par le coordonnateur le dossier de consultation sera adressé aux membres du groupement par mail pour validation, celle-ci devant intervenir dans un délai de 10 jours suivant sa réception. À défaut de réponse dans ce délai, l'approbation sera considérée comme tacitement accordée.

- rédaction et envoi des avis d'appel à la concurrence,
- mise en ligne du dossier de consultation sur son profil acheteur,
- suivi des questions posées par les entreprises, ainsi que la gestion des réponses,
- réception des candidatures et des offres,
- convocation et organisation de la commission d'appel d'offres,
- rédaction des procès-verbaux,
- analyse des offres, régularisation le cas échéant,
- présentation du dossier et de l'analyse devant la commission d'appel d'offres,
- information des entreprises évincées (stade candidatures et stade offres),
- constitution des dossiers d'accords-cadres,
- transmission au contrôle de légalité avec le rapport de présentation si besoin,
- publication de l'avis d'attribution,
- attribution des marchés,





- gestion des litiges intervenant avant la notification.

Il est précisé que, conformément aux articles L.1414-3 du code général des collectivités territoriales et L.2113-7 du code de la commande publique, les signataires conviennent, d'un commun accord, que la commission d'appel d'offres compétente est celle du coordonnateur.

Pour la CAPB, un représentant élu et un technicien seront invitées aux réunions tenues aux différents stades de la procédure et seront convoquées à titre consultatif, sans voix délibérative, à la réunion de la commission d'appels d'offres.

Pendant la procédure, le coordonnateur tiendra informés les autres membres du groupement du déroulement de la procédure.

Le coordonnateur représentera le groupement jusqu'à la phase « attribution des marchés ». A l'issue de l'attribution des marchés, les parties seront séparément liées au prestataire par le biais d'un acte d'engagement.

Article 6. Missions des membres du groupement

Chacun en ce qui les concerne, c'est-à-dire l'EPTB pour les lots 1,3 et 4 et la CAPB pour le lot 2, assurera les missions suivantes :

- notification,
- passation des avenants le cas échéant,
- passation des marchés subséquents relevant de leur lot,
- suivi de l'exécution des prestations et de l'exécution financière de l'accord cadre,
- gestion des litiges intervenant après la notification.

Article 7. Obligations des membres du groupement et responsabilités

Chaque membre du groupement s'engage à :

- respecter les demandes du coordonnateur et y répondre dans le délai imparti,
- transmettre un état de ses besoins, afin de quantifier le besoin global,
- exécuter le contrat à hauteur de ses besoins préalablement déterminés en respectant les clauses des contrats sélectionnés par le coordonnateur,
- inscrire le montant estimatif de l'opération qui le concerne, dans son budget.

Chaque collectivité est responsable de ses engagements et le coordonnateur ne saurait en aucun cas être tenu responsable de tout litige qui pourrait naître du fait du non-respect par un membre du groupement de ses obligations.

Les acheteurs membres du groupement de commandes sont solidairement responsables des seules opérations du marché qui sont menées conjointement en leur nom et pour leur compte selon les stipulations de la convention constitutive. Ici, les acheteurs membres du groupement de commandes sont donc solidairement responsables des opérations de passation. Leur responsabilité conjointe ne vaut pas pour l'exécution.

Article 8. Dispositions financières

Le coordonnateur n'est pas indemnisé par les membres des charges correspondant à ses fonctions.

Pour ce qui est de l'exécution de l'accord cadre, chaque structure signataire assurera le financement des diagnostics de vulnérabilité au fur et à mesure de l'avancement de l'opération et inscrira à cet effet les crédits nécessaires à son budget.

Au niveau des frais de justice, l'ensemble des membres du groupement porte la responsabilité de la procédure de passation. En cas de condamnation financière du coordonnateur par une décision devenue définitive d'une juridiction administrative, le coordonnateur divise la charge financière par le nombre de membres pondéré par le poids relatif de chacun d'entre eux dans le ou les contrat(s) concerné(s) par la décision de justice puis il effectue l'appel de fonds auprès de chaque membre du groupement pour la part qui lui revient.





Article 9. Modalités d'adhésion et de retrait des membres du groupement

Ce groupement de commande intervient pour une opération portée par deux maîtres d'ouvrage. Seuls ces deux maîtres d'ouvrage peuvent être membres du groupement.

Le retrait d'un membre du groupement est impossible en cours d'exécution du ou des contrats. Le retrait d'un membre du groupement ne peut intervenir qu'à l'occasion d'une nouvelle consultation.

Fait en 2 exemplaires originaux

Fait à Mont-de-Marsan, le

Paul Carrère
Président de l'Institution Adour

Jean-René Etchegaray
Président de la communauté d'agglomération
Pays Basque

PROJET





Annexe 1 : Actions de réduction de vulnérabilité prévues sur le territoire de la CAPB durant le PEP Adour aval

Axe 5 : Actions de réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens sur les communes basques du PAPI									
Fiches action du PAPI	Libelle de l'action	Nom du maître d'ouvrage	Estimation nombre de diagnostics à réaliser (2025-2027)	Coût global (2025-2027)	HT ou TTC	Reste à charge maître d'ouvrage	Part.	Subvention État P181	Part.
5.1.b	Réalisation de diagnostics de vulnérabilité sur les habitations exposées à un risque d'inondation dans le département des Pyrénées-Atlantiques	Communauté d'agglomération Pays Basque	75	75 000,00 €	TTC	37 500,00 €	50%	37 500,00 €	50%
5.2.b	Réalisation de diagnostics de vulnérabilité sur les établissements publics exposés à un risque d'inondation dans le département des Pyrénées-Atlantiques	Communauté d'agglomération Pays Basque	3	4 500,00 €	TTC	2 250,00 €	50%	2 250,00 €	50%
5.3.b	Réalisation de diagnostics de vulnérabilité sur les biens d'activité professionnelle d'entreprise de moins de 20 salariés exposés à un risque d'inondation dans le département des Pyrénées-Atlantiques	Communauté d'agglomération Pays Basque	45	67 500,00 €	TTC	33 750,00 €	50%	33 750,00 €	50%
TOTAL			123	147 000,00 €	TTC	73 500,00 €	50%	73 500,00 €	50%

La répartition est établie selon la clef de répartition retenue pour la mise en œuvre des actions territorialisées du PAPI, soit ici au *prorata* du nombre de nombre de diagnostics de vulnérabilité réalisés sur le territoire de la CAPB.

